

Comment ~~arrêter~~ la progression de la
 pauvreté? C'est un défi de nos¹/ ~~temps~~! C'est
 depuis pétroliers⁵ premiers³ chocs⁴ les²
 qu'apparaît l'expression "nouveaux pauvres",
 à une "nouvelle pauvreté", que le système

de protection sociale ~~mis en place~~ en 1945
 ne parvient pas vraiment à juguler. Car
 la ~~création~~ d'un chômage de masse
 engendre bien des situations inédites de
 rare pauvreté et marque la fin d'une

forme selon laquelle la croissance
 économique des 30 Glorieuses et l'Etat
 Providence allaient très vite effacer la
 pauvreté. La grande innovation sociale des
 [nonante années], c'est-à-dire l'instauration

de [sociales prestations] visant surtout à
 donner enfin un revenu minimal pour toutes
 les personnes en situation de, évidemment
 involontaire tout en proposant une
 procédure de ~~rectification~~. L'augmentation

du nombre des allocataires interprétée
 comme un véritable échec du dispositif (si
 les allocataires ne sortent pas du
 système), c'est la dégradation du marché du
 travail ainsi que toutes les nouvelles

règles du chômage, qui conduisent à cette
 augmentation. Le constat est aujourd'hui
 unanime: la pauvreté augmente et elle tend
 à s'installer. Depuis l'été 2012, les
 études se succèdent régulièrement et elles

stopper

/tre

1/2/3/4/5

/it

/soumis

instauré

↯

mise en place

fait naître

grande

/d'espérance

Trente

définitivement

__ souligner

↯

↯

des

/grande précarité

d'insertion

/a été très souvent

↯

bénéficiaires

/d'indemnisation

/durablement

montrent toute une pauvreté de la
progression après la crise de 2008 ainsi
 que son installation ~~réellement~~ durable
 chez les personnes touchées. Les
 conclusions de l'Institut national de

□□

→ }
 /

/en Europe

/la

statistique et des études économiques
 (Insee), du Conseil national des vraies
 luttes contre la pauvreté et l'exclusion
 sociale ~~(CNLE)~~, du Conseil d'analyse
 stratégique, ou d'associations ~~TEL~~ le

__ souligner

__ gras

→ }
 /

— comme

Secours catholique ou ~~une~~ Fondation Abbé
~~Paul~~, convergent. Il apparaît notamment
 que près de ~~500-000~~ personnes
~~complémentaires~~, par rapport à 2009, ont
 basculé sous le seuil de ~~pauvre~~. La

— la

— Pierre

— cinquante mille

— sup

/eté

pauvreté touche davantage les familles
monoparentales, les familles nombreuses et
 les ~~ados~~. L'augmentation de la pauvreté
 des ~~très~~ jeunes enfants est un fait
 marquant de la période ~~proche~~. En outre,

/s

__ gras

— jeunes

→ }
 /

— récente

les personnes marginales et pauvres le
 restent durablement et se sortent
difficilement ou alors rarement de cette
 situation. Les charges des ménages pauvres
 ont fortement augmenté alors que leur

□□

□□

budget était déjà très contraint et ~~au~~
~~début de 2000~~ c'était souvent un
 "accident de la vie" (perte d'emploi,
 deuil, ~~rupture~~, etc.) qui poussait les
 personnes à faire appel à une association

} → }
 /

— séparation

caritative, mais aujourd'hui c'est l'insuffisance chronique de leurs ressources confrontée à leurs ~~devoirs~~ Si on se penche sur le "~~reste pour vivre~~" (ressources d'un ménage après la déduction

des dépenses contraintes) de ces familles, il est souvent ~~bas~~ voire négatif. Beaucoup de ~~personnes~~ n'ont plus de ressources une fois que loyer, $\sqrt{\quad}$ et électricité sont payés. Un ~~fait~~ nouveau est décrit: le non-recours

aux ~~prestations~~ sociales. Alors que la lutte anti-fraude a été renforcée, il apparaît que le non-recours représente des sommes ~~bien plus~~ importantes et contribue à un appauvrissement ~~très~~ grand de populations déjà fragilisées. $\sqrt{\quad}$ Plusieurs raisons peuvent expliquer le non-recours: crainte d'une stigmatisation car les bénéficiaires de $\boxed{\text{prestations}}$ $\boxed{\text{et aides}}$ sociales sont $\sqrt{\quad}$ représentés dans des

discours politiques comme des fraudeurs potentiels ou des assistés ne faisant pas d'effort pour sortir de la précarité), ~~la~~ méconnaissance de $\sqrt{\quad}$ leurs droits ou les $\sqrt{\quad}$ difficultés pour constituer un dossier de

demande de prestation freinent les personnes ~~rejetées~~ ou trop isolées. En effet, plus les ~~personnes~~ sont en difficulté et plus leur ³ paraissent ⁴ compliquées ⁵ les ¹ prestations ² à obtenir.

__ gras

\dashv charges croissantes.

\dashv RPV

\dashv très faible

\dashv familles

$\sqrt{\quad}$ chauffage

\dashv phénomène

\dashv aides

__ gras

\dashv vraiment

\dashv de plus en plus

$\sqrt{\quad}$

__ gras

\square

$\sqrt{\quad}$ parfois

__ gras

\dashv . La

$\sqrt{\quad}$ /1

$\sqrt{\quad}$ /d

\dashv trop exclues

\dashv gens

} 1/2/3/4/5

Un des leviers pour lutter contre la pauvreté est ~~logiquement~~ l'emploi. La pauvreté a ~~fortement~~ augmenté avec le développement d'un chômage de masse. C'est l'accès à l'emploi ou le retour qui est

privilegié pour favoriser les sorties de pauvreté. Ils ont certes joué un rôle d'amortisseur social important, mais n'ont pas été aussi énergiques que prévu, en raison de nombreux dysfonctionnements

(changements fréquents des règles, priorité à la quantité avec beaucoup de contrats aidés mais peu d'accompagnement ou de formation, contrats courts et à temps partiel, etcetera). Avec la progression

des emplois précaires et ~~des emplois~~ à temps partiel, l'emploi semble ne plus protéger de la pauvreté. Contrats aidés, insertion par l'économique, les dispositifs ont été nombreux depuis les années 80. Ce

constat conduit à la mise en place du ~~revenu de solidarité active~~, activité qui vise à compléter par une prestation sociale un faible salaire. Néanmoins, pour une partie de la population, il ~~doit~~ souvent

admettre que les possibilités de travail sont très ~~rare~~ voire nulles. Il est vraiment naïf de ~~vouloir imaginer~~ qu'il existe une marge sur le marché du travail pour ceux qui font preuve de bonne volonté.

— souligner

┌─ certainement

└─ ↯

┌─ ┐

— gras

} — centrer

┌─ efficaces

┌─ .

└─ ↯

┌─ ↑
└─ □

┌─ RSA

┌─ ┐

┌─ faut

┌─ réduites

┌─ croire

L'emploi ne peut pas être, à lui seul, la solution à la pauvreté. Les personnes resteront exclues au marché du travail.

Grâce à la redistribution des revenus, le système de protection et le système

fiscal permettent ~~vraiment souvent~~ une réduction relative de pauvreté. Un rapport du ~~bureaucrate~~ remis au parlement montre que les transferts sociaux et fiscaux diminuent le taux de pauvreté monétaire de

8 points (différence entre le revenu primitif avant redistribution et le revenu disponible après redistribution). Pourtant, pour les familles et les personnes bénéficiaires des prestations, le "reste

pour vivre" est insuffisant pour vivre dans des conditions dignes et le mode actuel de revalorisation des prestations aboutit à un appauvrissement tout De nombreux

intervenant entre des publics en difficultés ou des organismes comme jadis le ~~Conseil national~~ des politiques de lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté vont loin et réclament une augmentation des minima sociaux. C'est pourquoi le

groupe de travail préconise de revoir les règles d'indexation pour les prestations des ménages les plus pauvres, notamment pour le RSA. Le conseil régional plaide

pour une augmentation du revenu socle comme

} — gras
/D
H du

/sociale

H H H
H du taux
H gouvernement
H H H
— italique

H huit
H initial

H H H
} — souligner

— gras
H hausse
/relatif.
H auprès

H H H
H CN
H H H
/plus

H
H

H national

cela a été ~~réalisé~~ pour l'allocation aux adultes handicapés et le minimum vieillesse. Enfin, pour faciliter l'accès aux prestations et limiter les cas de non-recours, il convient ~~certainement~~ de

simplifier les prestations et de les faire connaître. Le scientifique responsable de l'ODENORE propose la mise en place d'un système d'attribution ~~pour les~~ prestations automatique en substitution au système

fondé sur la demande. Par ailleurs, la pauvreté ne peut se ~~restreindre~~ à la pauvreté monétaire, elle recouvre aussi les difficultés matérielles que rencontrent les ménages dans l'accès au logement, à la

santé, à l'éducation, ~~et~~ l'ensemble des ~~privations~~ auxquelles un ménage déclare être confronté. Le droit au vrai logement puis l'instauration du droit au logement opposable, la couverture

maladie universelle ont pour objectif de garantir les droits des plus pauvres en contribuant à leur inclusion sociale. Un

contrôle a posteriori pourrait éviter les fraudes mais les risques de stigmatisation

ou d'abandon pourraient être évités. Leurs ~~exposés~~ préparatoires à la conférence présentent ~~aussi~~ de nombreuses propositions dans différents les domaines: "Santé & soins" dont notamment l'~~intension~~ de la CMU.

— fait
_ italique

— gras
— certes

—
_ centrer

— des
/ plus

— résumer
_ centrer

— ainsi que
— carences
—
—

} _ souligner

—

— Les
— rapports
—
_ Arial
— ex